Le Commerce International du Québec

La Situation en 1984

Perspectives pour 1985

Commerce Extérieur

Introduction

L'économie du Québec demeure l'une des économies les plus ouvertes du monde occidental avec un des coefficients d'exportation les plus élevés des pays développés à économie de marché. En effet, le Québec exporte hors de ses frontières quelque 40% de son produit intérieur brut qui se répartit à peu près également entre le reste du Canada et l'étranger. Cette tendance observée au cours des dernières années s'est confirmée en 1984 et semble vouloir se maintenir.

Le présent document fait état de la performance du Québec dans ses échanges économiques avec l'extérieur pour les neuf premiers mois de l'année 1984 et des perspectives pour l'année 1985. On y dresse un bilan des opérations du Ministère du Commerce extérieur en 1984 et on y donne un aperçu des priorités retenues pour 1985.

L'absence de données officielles sur la valeur des exportations québécoises de services ne permet pas de présenter l'importance que revêt ce poste dans le commerce extérieur du Québec. A ce titre, en guise d'illustration de l'apport significatif de ce secteur dans le bilan des exportations québécoises, qu'il suffise de mentionner que trois des plus grandes firmes de génie-conseil au niveau mondial ont leur siège social au Québec.

Par ailleurs, les données sur les échanges du Québec avec les autres provinces n'étant pas disponibles pour l'année 1984, on ne tient compte que du commerce international des marchandises.

.../2

1. L'environnement international

L'accélération de la croissance économique en 1984 a créé un climat favorable au développement des échanges internationaux et, tout comme en 1983, les Etats-Unis ont été la locomotive d'expansion de la croissance mondiale. Pour un bon nombre de pays, le rythme d'expansion des importations américaines a été le principal facteur à la source de leur croissance économique.

Les pays membres de la Communauté économique européenne (CEE) ont connu pour leur part une croissance modérée et fragile qui, dans une large mesure, a été tributaire du commerce extérieur. L'augmentation de la production a toutefois varié d'un pays à l'autre. En Allemagne, au Royaume-Uni et dans certains pays nordiques, elle a été bonne alors qu'elle stagnait en France et en Belgique.

Au Japon, où le gouvernement a pratiqué une politique budgétaire restrictive exerçant ainsi un frein sur la hausse de la demande intérieure, le commerce extérieur a été en 1984 un facteur déterminant de la croissance.

Quant aux pays en développement, les mesures adoptées et visant à contrôler la dette extérieure ont eu un effet dépressif sur l'évolution de leur demande intérieure.

Selon le Secrétariat du GATT [1], le commerce mondial a crû en valeur de 5 à 7% alors qu'il connaissait une baisse de 2% en 1983. Le volume des échanges, qui avait crû de 2% en 1983, a augmenté au même rythme que celui de la valeur en 1984.

Cette croissance du commerce mondial est attribuable à l'augmentation des échanges entre les pays industrialisés et à l'augmentation de leurs importations en provenance des pays en développement.

Si l'on se réfère aux données de l'OCDE [2], les exportations en volume des pays industrialisés, des pays de l'OPEP [3] et des pays en développement ont augmenté respectivement de 7,5%, 5% et 6,7%. Quant au volume des importations, il s'est accrû de 9% pour les pays industrialisés, de 5% pour les pays en développement non producteurs de produits pétroliers, alors qu'il baissait de 4,5% pour les pays de l'OPEP.

---

1 GATT: Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

2 OCDE: Organisation de coopération et de développement économique.

3 OPEP: Organisation des pays exportateurs de pétrole.

2. Les exportations internationales du Québec

Suite à la reprise de 1983, l'expansion des exportations internationales du Québec s'est accélérée en 1984 pour constituer l'un des principaux éléments de la croissance de l'activité économique. Elles ont atteint 12,8 milliards $ au cours des neuf premiers mois de l'année, soit une augmentation de 15,8% par rapport à la période correspondante en 1983. Cette augmentation, bien qu'inférieure à celle de l'ensemble du Canada (27,2%), a été supérieure à celle de l'ensemble du Commerce mondial. L'écart de performance entre le Québec et l'ensemble du Canada s'explique pour une bonne part par le commerce des produits de l'automobile avec les Etats-Unis, lequel profite surtout à l'Ontario. En volume, les exportations internationales du Québec ont progressé de près de 15%.

La structure actuelle des exportations internationales du Québec s'est nettement modifiée au cours des dix dernières années. En effet, même si les matières travaillées non comestibles (métaux primaires et papier journal) continuent de dominer avec 50% des ventes à l'étranger, il faut noter que les produits finis prennent une part de plus en plus importante. Ils comptent maintenant pour 35,3% des exportations alors qu'ils se situaient au quart en 1973. L'importance relative des matières brutes non comestibles a diminué de 20% à 7,9% au cours de la même période.

Quant à la destination des expéditions du Québec à l'étranger, elle a été marquée au cours des neuf premiers mois de l'année par un niveau de concentration plus élevé qu'en 1983. La forte reprise économique qu'ont récemment connu les Etats-Unis ainsi que l'existence d'un cours du dollar à l'avantage des exportateurs québécois ont été les principaux facteurs qui ont permis d'accroître de 27,7% les exportations du Québec sur le marché américain. Elles représentent actuellement 75,7% des exportations totales du Québec comparativement à 68,6% pour les neuf premiers mois en 1983. La concentration des échanges sur un marché voisin de 250 millions d'habitants demeure cependant naturelle.

Les exportations vers les pays de la Communauté économique européenne ont pour leur part chuté de 6,2%. La faible croissance de la demande intérieure et la valeur relative du dollar canadien par rapport aux principales devises européennes ont contribué à cette nouvelle baisse des exportations sur ce marché.

Il faut noter cependant que, contrairement à 1983 où elles avaient diminué, les exportations vers la France et l'Italie ont augmenté respectivement de 15,2% et de 29,8%. Les exportations de fer et d'acier primaire, d'engrais, de minéraux non métalliques et de machines et de matériel de bureau ont été à l'origine de cette bonne performance sur le marché français. Quant aux exportations vers l'Italie, la hausse est attribuable aux ventes de moteurs d'avion, de peaux et cuirs bruts, de machines et de matériel de bureau et d'amiante non manufacturé.

Les exportations vers le Japon ont de leur côté chuté au cours des neuf premiers mois de 1984. La diminution des exportations de viande et de machines de forage explique cette contre-performance. Enfin, les ventes vers les autres pays n'ont représenté que 13% des exportations totales alors qu'elles se situaient à 16,7% au cours des neuf premiers mois de 1983. Notons toutefois la hausse des exportations vers l'Algérie (17,8%) et l'Arabie Saoudite (13,6%), deux pays qui figurent dans la liste des dix principaux pays d'exportation du Québec.

Il faut également signaler que ce sont les principaux produits qu'exporte le Québec qui ont été à l'origine de la forte croissance des exportations en 1984. En effet, les exportations des dix principaux produits se sont accrues de 18,8% et, ce sont les ventes de tubes électroniques et semi-conducteurs ainsi que de matériel commercial de télécommunication qui ont connu la plus forte croissance. Les exportations de dérivés du bois (le papier journal, le bois d'oeuvre et les pâtes de bois) ont aussi affiché une augmentation importante. Il en a été de même pour le matériel de transport, entre autres les automobiles, les moteurs d'avion et les pièces et accessoires de véhicules automobiles.

Cependant, les prix relativement bas des métaux primaires sur les marchés mondiaux en 1984 ont entraîné une faible hausse des exportations d'aluminium et une chute des ventes de cuivre et de métaux précieux; par contre, les exportations de zinc ont fortement augmenté. Quant aux ventes à l'étranger de viandes et de produits laitiers, elles ont poursuivi leur baisse amorcée en 1983.

3. Les importations internationales dédouanées au Québec [1]

La croissance économique enregistrée au Québec au cours des neuf premiers mois de 1984 s'est traduite par une très forte hausse des importations. Elles ont augmenté de 28,7% pour atteindre 14,3 milliards $. Tout comme pour les exportations, cette hausse a été supérieure au taux mondial.

Les produits finis ont continué de représenter la part la plus importante des importations du Québec. Ils ont compté pour 56,5% du total. Les pourcentages des matières travaillées, des matières brutes et des aliments, provendes, boissons et tabacs ont été respectivement de 20%, 14,6% et 7,1%. D'une année à l'autre, on note peu de variation dans la structure des importations québécoises.

Si l'on considère la valeur des principaux produits importés, l'on constate cependant une augmentation significative au cours des neuf premiers mois de 1984. Les importations des dix principaux produits ont en effet augmenté de 29,7% et celles des vingt-cinq principaux de 32,5%. Les automobiles et le pétrole demeurent, et de loin, les deux principaux produits d'importation du Québec. Les vêtements, l'équipement aéronautique et l'équipement électronique figurent parmi les autres produits importants.

---

1 Les statistiques des importations par province de dédouanement présentent la province où les biens ont franchi la douane en vue d'une consommation immédiate ou de leur entreposage en douane; cette province peut parfois différer de la province de consommation ou d'entrée. Par exemple, plus de 60% des importations canadiennes de vêtements sont dédouanées au Québec alors que selon les données sur les ventes au détail, le Québec ne représente qu'environ 30% du marché canadien. Les données sur les importations du Québec ne sont donc qu'indicatives.

4. La politique commerciale

Malgré l'apparition et l'utilisation de plus en plus fréquentes par ses partenaires commerciaux de nouvelles mesures protectionnistes, particulièrement de barrières non tarifaires tels les contingentements, les normes sécuritaires et certaines mesures discriminatoires dans l'octroi des marchés publics, le Québec a somme toute affiché pour les trois premiers trimestres de l'année 1984 une bonne performance sur le marché international.

En vue de réduire les entraves que représentent ces nouvelles barrières non tarifaires au commerce international, un certain nombre de pays, dont le Canada, ont proposé ou acquiescé en principe à la tenue d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales. Quoique celles-ci ne sauraient débuter avant que le Secrétariat du GATT n'ait complété le programme de travail qui lui a été confié lors de la réunion ministérielle de novembre 1982, il reste que certains dossiers multilatéraux intéressent particulièrement le Québec, notamment la renégociation de l'Accord sur les marchés publics, la libéralisation des échanges de services et la reconduction ou non de l'Accord multifibre, et qu'ils devront être suivis de près.

5. Perspective du commerce international du Québec en 1985

Les prévisions pour 1985 indiquent qu'il pourrait y avoir un fléchissement important de la croissance économique mondiale et plus particulièrement aux Etats-Unis. Cependant, le volume du commerce mondial continuerait de s'accroître à un rythme satisfaisant.

Dans l'hypothèse de la réalisation d'un tel scénario, la croissance des exportations du Québec pourrait donc connaître un certain fléchissement en 1985. Les exportations de métaux primaires continueront d'être affectées par la faiblesse de la demande et des prix mondiaux. Par contre, les produits finis, tels l'équipement de transport et les produits électroniques, pourraient afficher une bonne performance. Les exportations de papier d'imprimerie et de pâtes devraient aussi poursuivre leur progression.

La principale inconnue de l'évolution des exportations en 1985 demeure l'amplitude du ralentissement économique anticipé chez le principal partenaire commercial du Québec à l'étranger, les Etats-Unis. De même, si le repli souvent prévu mais non encore réalisé des monnaies nord-américaines par rapport à celles des autres pays industrialisés devait se matérialiser en 1985, il serait alors possible d'assister à une amélioration ou, à tout le moins, une stabilisation des exportations québécoises vers les marchés de la Communauté européenne et du Japon.

6. Le bilan de la deuxième année d'opération du ministère du Commerce extérieur et priorités pour 1985-1986

Au cours du présent exercice financier, le ministère du Commerce extérieur a accentué son action en vue du développement des exportations québécoises. De plus, afin de promouvoir le développement d'une meilleure concertation entre les milieux d'affaires et gouvernementaux, le ministère du Commerce extérieur a attaché une importance particulière au Sommet "Le Québec dans le monde".

6.1 Les activités du MCE en 1984-1985

Tout au long de l'année 1984-1985, le MCE a poursuivi et développé la plupart des actions entreprises en 1983, que ce soit au titre de l'aide financière apportée aux entreprises, notamment par le biais du programme d'aide à la promotion des exportations (APEX), du programme de missions et d'expositions ou au titre de l'aide technique par le biais de ses services de formation et de consultation, ou encore, par ses services spécialisés en matière d'accords industriels et de transferts technologiques.

Interventions ministérielles

La participation du ministre du Commerce extérieur à de nombreuses missions commerciales a permis d'appuyer les efforts des gens d'affaires québécois en vue de promouvoir la vente de biens et de service produits au Québec. De plus, par ses rencontres avec des représentants de nombreux pays, il a contribué à mieux faire connaître le potentiel économique du Québec favorisant ainsi soit l'ouverture de nouveaux marchés, soit le développement de marchés existants. Mentionnons, à titre d'illustration,

la participation du ministre du Commerce extérieur au voyage du Premier ministre dans le Sud-Est Asiatique (Chine, Corée, Hong Kong et Japon), et les délégations de gens d'affaires qu'il a dirigées, notamment aux États-Unis, en Yougoslavie, en Grèce, en Italie, en Algérie et en Tunisie.

Le programme d'aide à la promotion des exportations (APEX)

Le programme APEX a pour but d'appuyer et de multiplier les efforts que font les entreprises du Québec dans la pénétration des marchés extérieurs. Il a fait l'objet, en 1983-1984, d'une refonte de façon à en simplifier les modalités d'application. En 1984-1985, il comporte donc trois volets:

- l'aide à la prospection et au développement de nouveaux marchés et de projets d'accords industriels;

- l'aide à la participation à des expositions commerciales à l'extérieur du Québec;

- l'aide à la mise en place d'une stratégie de marketing à l'exportation.

Ce programme s'adresse aux manufacturiers, consortiums, agents exportateurs, industries culturelles, sociétés de services-conseils et aux sociétés de construction.

Au cours de la période allant de janvier à octobre 1984, le MCE a approuvé, dans le cadre de ce programme, 894 demandes d'aide de la part des entreprises et y a affecté une somme de 5,9 millions $. De cet ensemble, 793 interventions ont été réalisées au titre du programme APEX régulier (c'est-à-dire les deux premiers volets). Les 101 autres l'ont été sous le troisième volet: l'APEX - Mise en place d'une stratégie de marketing. Dans l'ensemble, ces activités ont permis de réaliser des ventes sur place de l'ordre de 20 millions $ et des ventes potentielles de près de 315 millions $.

Le développement des marchés

Outre les aides accordées via le programme APEX, le MCE a contribué, dans le cadre de ses programmes de missions et d'expositions, à l'organisation de 93 activités de groupe entre janvier et octobre 1984 qui ont entraîné des ventes sur place de 15,9 millions $, des ventes potentielles de 170,5 millions $ et le recrutement ou l'identification de 1107 agents et distributeurs. De plus, dans le cadre du programme ACTIM[1], qui s'adresse aux PME québécoises et françaises désireuses de conclure entre elles des accords de coopération, un total de 37 missions regroupant 61 personnes ont été organisées, dont 19 dans le sens France-Québec (32 participants). Ces dernières se sont déroulées surtout dans les secteurs des produits métalliques, du caoutchouc et des plastiques et dans celui des aliments et boissons. Enfin, le programme pour l'accueil d'acheteurs étrangers au Québec a permis de recevoir 174 personnes qui ont réalisé des achats sur place de l'ordre de 14,3 millions$.

---

[1]ACTIM: Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.

Le développement de l'offre à l'exportation

En matière de développement de l'offre à l'exportation, les activités de services-conseil ont permis de réaliser 1450 interventions (consultations, informations, conseils, évaluations). D'autre part, dans le domaine des consortiums, sur les 10 dossiers qui ont été retenus et traités, huit (8) d'entre eux sont en voie de formation ou sont déjà actifs. En terme d'impact, la création de ces consortiums créera un potentiel d'exportation de quelque 200 millions $ à court terme. En outre, les interventions du MCE ont permis d'établir un réseau de 77 correspondants technologiques à l'étranger et d'enregistrer 151 demandes et offres québécoises de technologie. De ce nombre, 22 sont en cours de négociation avancée ou ont conduit à la conclusion d'un accord industriel. Enfin, en matière de formation, l'organisation de 24 séminaires et cours sur les marchés et les techniques d'exportation ont permis de sensibiliser près de 700 participants aux avantages de l'exportation et à ses exigences.

Autres services

Dans le domaine des communications, les démarches entreprises au cours de l'année 1983 ont été poursuivies en vue d'informer les entreprises québécoises sur les diverses mesures mises à leur disposition et de les inciter à s'intéresser davantage à l'exportation et aux accords industriels. C'est dans cet esprit qu'ont été produits une série de documents imprimés et audiovisuels et qu'a été lancé, en novembre dernier, "Commerce

extérieur", un bulletin mensuel de liaison avec les entreprises. Le MCE a poursuivi son action d'information et de sensibilisation en participant à certaines expositions au Québec destinées aux milieux d'affaires et en développant des relations de plus en plus soutenues avec les médias. Également, il a maintenu le contact avec la clientèle d'affaires à l'extérieur du Québec grâce à la distribution régulière du périodique multilingue "Québec économique international" publié en six (6) langues: français, anglais, espagnol, italien, allemand et japonais. Enfin, un support en communication a été apporté aux entreprises québécoises présentes aux foires et aux missions commerciales à l'étranger.

En matière de politique commerciale, les efforts ont été poursuivis en vue de réduire ou de supprimer les difficultés d'ordre tarifaire ou réglementaire auxquelles font face les entreprises québécoises. De plus, le MCE a poursuivi son action afin de faire connaître et de défendre les positions québécoises en ces matières. Parmi les principaux dossiers qui ont été traités, mentionnons:

- la libéralisation sectorielle des échanges entre le Canada et les États-Unis; les ministères sectoriels ont été mis à contribution afin d'identifier les intérêts spécifiques du Québec;

- l'élargissement de l'Accord du GATT sur les marchés publics; l'effort d'identification des opportunités et des coûts pour le Québec de participer à cet accord s'est poursuivi;

- l'intensification des échanges entre le Québec, les Maritimes et la Nouvelle-Angleterre dans le cadre de la Conférence des Premiers ministres de l'Est du Canada et des Gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre.

D'autre part, certains dossiers particuliers ont également retenu l'attention:

- les enquêtes américaines sur l'acier, le cuivre et le porc;

- la tentative de la CEE de réduire unilatéralement le contingent en franchise sur le papier-journal.

Finalement, pour une deuxième année, le Ministère a apporté son soutien financier aux efforts du Centre de Finance et de Commerce International (C.F.C.I.) et à ceux du Centre de Commerce International de l'Est du Québec (C.C.I.E.Q.).

6.2 Priorités 1985-1986

L'ensemble des programmes mis de l'avant par le ministère du Commerce extérieur depuis sa création, il y a deux ans, seront maintenus et certains seront renforcés, notamment ceux qui visent à mieux structurer l'offre à l'exportation.

De plus, la programmation "missions et expositions" a été revue et tiendra compte, dans sa mise en oeuvre, de l'évolution de la conjoncture chez nos principaux partenaires et des possibilités qui s'offrent aux entreprises québécoises sur certains marchés en expansion.

Enfin, dans la foulée des engagements pris dans le cadre du Sommet **"Le Québec dans le monde"**, un certain nombre de moyens et d'outils financiers et techniques permettant de mieux appuyer les efforts de pénétration de marchés de nos entreprises feront l'objet d'une évaluation définitive et certains d'entre eux seront mis en oeuvre dès la prochaine année.

A- L'EXPANSION DES MARCHÉS

1. Marché canadien

Ontario

L'Ontario demeure notre premier client et est considéré comme un terrain d'expérimentation par excellence pour les petites entreprises qui souhaitent percer sur les marchés hors Québec. Notre action sur ce territoire sera donc surtout orientée vers les entreprises naissantes à l'exportation et nous croyons que les secteurs de l'énergie et de l'équipement agricole constituent d'excellents débouchés sur ce marché.

Provinces maritimes

Ce marché demeure important pour le Québec où nous vendons déjà pour 1,6 milliard de dollars. Le secteur énergétique est sans doute celui offrant le plus de potentiel; néanmoins, la proximité de ce marché et la facilité qu'ont nos entreprises pour y faire affaire nous incitent à un usage accru du programme APEX dans divers secteurs d'activités.

Ouest canadien

La dernière récession économique et la conjoncture énergétique mondiale ont entraîné un repli notable de l'activité économique dans cette région.

On constate toutefois une certaine reprise et les secteurs de l'exploration minière et de l'exploitation des hydrocarbures offrent encore pour les firmes québécoises un bon potentiel, ainsi que, dans une moindre mesure, celui des biens de consommation.

2. États-Unis

La forte reprise économique qu'ont récemment connue les États-Unis ainsi que l'existence d'une parité monétaire à l'avantage des exportateurs canadiens sont les principaux facteurs qui permettent un développement significatif de nos exportations et qui font que ce marché représente actuellement plus de 75% de nos exportations internationales. C'est pourquoi, nous avons développé une stratégie par secteur visant à satisfaire le plus possible une offre québécoise de plus en plus importante et diversifiée. Nous réaliserons sur ce territoire 34% de nos activités de groupe réparties dans 16 secteurs d'activités.

3. Europe

La valeur relative du dollar canadien par rapport aux principales devises européennes contribue à une baisse significative de nos exportations sur ce marché. L'action du ministère du Commerce extérieur consiste donc à appuyer plus particulièrement les produits les moins affectés par la hausse du dollar canadien, à savoir le bois, la quincaillerie, la cablô-distribution, la bureautique, les équipements sportifs, les énergies nouvelles et l'équipement d'exploration et d'exploitation offshore.

Ce marché présente également un intérêt dans le secteur des accords industriels. Aussi, dans les pays où nous sommes davantage demandeurs de technologie, l'accent sera placé sur les secteurs de l'équipement de chauffage et de climatisation, les instruments de contrôle électronique, l'alimentation, l'environnement et l'horticulture, alors que dans les pays où le Québec a davantage à offrir, l'accent sera placé sur les secteurs à fort potentiel tels les communications, le transport, l'énergie, la bureautique, la machinerie agricole. Le ministère du Commerce extérieur réalisera 26% de ses activités de groupe dans cette région.

4. Autres pays

Le potentiel d'exportation dans les pays d'Amérique centrale et du Sud, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie, présente de bonnes perspectives de développement dans certains secteurs où il y a adéquation entre l'offre québécoise et la demande de ces pays. Dans ce sens, plusieurs secteurs industriels du Québec sont concernés, à savoir, l'énergie, les communications, l'agro- industrie, l'électronique, les équipements miniers et de foresterie, ainsi que les pâtes et papiers. La demande s'accroît également dans les pays d'Asie et d'Océanie; notre programmation 1985-1986 reflétera une croissance de nos activités dans cette région et ce en accord avec l'ouverture de deux nouveaux bureaux à Singapour et à Hong Kong.

B- UNE MEILLEURE ORGANISATION DE L'OFFRE A L'EXPORTATION

Le ministère du Commerce extérieur soumettra au gouvernement, au cours de l'année 1985-1986, les programmes COMEX, NOVEX et JEUNEXPORT, qui visent à renforcer la capacité des PME de se donner une stratégie à l'exportation. Ces programmes offriront aux entreprises de partager les coûts d'embauche de jeunes diplômés universitaires aptes à occuper dans l'entreprise des fonctions tournées spécifiquement vers l'exportation.

De même, en ce qui a trait à nos activités de formation et d'information sur les marchés, elles seront plus spécifiquement orientées vers des secteurs, des groupes de produits, des marchés ou encore porteront sur des aspects précis des techniques d'exportation comme le transport, le financement, etc. Cependant, le cours général de formation en techniques administratives de l'exportation, administré en collaboration avec le secteur privé, continuera d'être offert à l'ensemble des agents économiques.

Le ministère continuera d'apporter, en 1985, toute l'aide technique nécessaire aux exportateurs qui souhaitent se regrouper et se former en cercles d'exportateurs. Il personnalisera aussi de plus en plus ses services de façon à répondre encore mieux aux besoins et attentes des milieux d'affaires. Des stages pratiques à l'extérieur du Québec seront offerts aux sociétés de transitaires qui ont des besoins en formation à satisfaire et qui soumettront un projet en ce sens.

Aussi, la création d'une banque d'offre à l'exportation permettra de mettre l'emphase sur les occasions d'affaires qui se présentent sur les territoires de travail des conseillers économiques à l'extérieur et de les diffuser rapidement aux PME intéressées à ce type de service. De plus, un service d'information personnalisé sur les marchés, les techniques d'exportation, la réglementation, les normes en vigueur et autres aspects du commerce international sera mis au point. Dans le même ordre d'idée, trois guides à l'intention des exportateurs verront le jour: la participation aux foires commerciales, la formation des clubs d'exportateurs et les services offerts aux exportateurs.

En matière d'accords industriels et de services-conseils, le ministère consolidera l'approche retenue en 1984. En ce sens, il poursuivra d'une part, la sensibilisation des différents agents économiques et gens d'affaires du Québec aux bienfaits des transferts de technologie et, d'autre part, le développement d'un réseau d'antennes technologiques avec ses principaux partenaires économiques.

Enfin, dans le but de favoriser les regroupements sous forme de consortiums à l'exportation chez les PME afin de mieux répondre à des contrats internationaux d'envergure ou à des marchés spécifiques, des activités de promotion par secteur seront menées en cours d'année. Quant aux sociétés de commerce, elles seront soutenues dans leurs efforts en vue de se former en association.

ANNEXE STATISTIQUE

TABLEAU 1: Structure des exportations chargées au Québec

TABLEAU 2: Destination des exportations chargées au Québec

TABLEAU 3: Exportations chargées au Québec selon les 25 principaux produits

TABLEAU 4: Structure des importations dédouanées au Québec

TABLEAU 5: Origine des importations dédouanées au Québec

TABLEAU 6: Importations dédouanées au Québec selon les 25 principaux produits

TABLEAU 7: Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs du Québec

TABLEAU 1

STRUCTURE DES EXPORTATIONS CHARGÉES AU QUEBEC

SECTIONS DE LA CMCC*	9ers mois 1983	9ers mois 1984	Variation 9ers mois 1984/1983	Importance relative 9ers mois 1983	Importance relative 9ers mois 1984	Rapport Québec /Canada 9ers mois 1983	Rapport Québec /Canada 9ers mois 1984
	000'000 $		%				
Animaux vivants	32,9	23,2	-29,5	0,3	0,2	11,9	6,0
Aliments, provendes, boissons et tabacs	765,9	768,6	0,4	6,9	6,0	10,2	9,7
Matières brutes non comestibles	855,0	1 004,5	17,5	7,8	7,9	8,1	8,1
Matières travaillées non comestibles	5 481,6	6 398,3	16,7	49,8	50,2	24,6	23,6
Produits finis non comestibles	3 847,1	4 510,5	17,2	34,9	35,3	15,4	12,7
Transactions commerciales spéciales	30,9	51,4	66,3	0,3	0,4	17,6	15,7
TOTAL	11 013,5	12 756,4	15,8	100,0	100,0	16,8	15,3

* CMCC: Classification des marchandises pour le commerce canadien

SOURCES: BSQ, Exportations du Canada chargées au Québec par marchandises, données mensuelles 1983 (révisées) 1984.
Direction de la politique commerciale, Direction générale de l'analyse et de la stratégie, Ministère du Commerce extérieur.

TABLEAU 2

DESTINATION DES EXPORTATIONS CHARGÉES AU QUÉBEC

PAYS	9ers mois		Variation 9ers mois	Rapport Québec/Canada 9ers mois	
	1983	1984	1984/1983	1983	1984
	000'000 $		%		
États-Unis	7 561,1	9 653,3	27,7	15,9	15,4
Royaume-Uni	493,1	438,4	-11,1	27,0	23,5
Pays-Bas	265,2	234,8	-11,5	40,1	30,2
Japon	284,9	199,6	-29,9	8,8	5,0
France	154,8	178,3	15,2	33,5	35,3
Allemagne (RFA)	192,8	173,7	- 9,9	23,5	19,9
Algérie	132,3	155,8	17,8	41,7	43,4
Italie	80,5	104,5	29,8	21,3	23,1
Arabie Saoudite	75,2	85,4	13,6	29,2	34,0
Belgique-Luxembourg	89,9	75,0	-16,6	19,5	16,4
CEE	1 324,6	1 242,3	- 6,2	27,8	24,3
TOTAL: 10 principaux pays	9 329,8	11 298,8	21,1	16,7	15,6
Tous les pays	11 013,5	12 756,4	15,8	16,8	15,3

SOURCES: BSQ, Exportations du Canada chargées au Québec par pays, données mensuelles 1983 (révisées), 1984

Direction de la politique commerciale, Direction générale de l'analyse et de la stratégie, Ministère du Commerce extérieur.

TABLEAU 3

EXPORTATIONS CHARGEES AU QUEBEC
SELON LES 25 PRINCIPAUX PRODUITS

PRODUITS	9ers mois 1983	9ers mois 1984	Variation 9ers mois 1984/1983	Rapport Québec/Canada 1983	Rapport Québec/Canada 1984
	000'000 $			%	
Papier d'imprimerie	1 558,0	1 889,6	21,3	48,0	48,2
Automobiles et châssis	940,7	1 081,1	14,9	13,9	10,5
Aluminium et alliages	924,7	944,8	2,2	74,2	63,0
Bois d'oeuvre	420,4	492,0	17,0	15,1	15,0
Moteurs d'avions et pièces	338,2	438,4	29,6	78,4	80,6
Minerais, concen. et déch. de fer	370,4	405,8	9,6	46,9	45,5
Tubes électro. et semi-conduc.	138,2	390,6	182,6	75,2	82,1
Matér. commercial de télécommuni.	197,5	315,9	59,9	26,9	30,3
Cuivre et alliages	373,9	298,1	-20,3	71,6	49,3
Electricité	250,1	292,3	16,9	28,5	27,0
Amiante non manufacturé	258,3	279,0	8,0	78,9	73,8
Pâtes de bois et pâtes similaires	207,6	274,5	32,2	9,2	9,6
Viandes fraîches, congelées, réfri.	274,4	258,6	-5,8	50,9	48,1
Assemblages, équip. et pces d'avions	218,6	206,5	-5,5	35,3	32,1
Avions entiers avec moteurs	186,9	192,5	3,0	63,9	58,2
Zinc et alliages	144,1	176,6	22,5	4,0	35,2
Machines et matériel de bureau	163,9	171,8	4,8	17,1	13,2
Produits laitiers	170,5	146,8	-13,9	85,9	84,6
Hydrocarbures et dérivés	122,3	127,6	4,3	25,3	23,8
Pièces et accessoires d'auto	77,2	114,8	48,7	1,9	1,8
Métaux précieux et alliages	150,3	106,2	-29,2	11,5	6,2
Essence	13,9	105,8	661,2	5,2	30,8
Autres minéraux non métal.bruts	48,7	94,5	94,0	9,7	13,0
Boulons, écrous,quincail. de base	74,3	94,5	27,2	38,4	38,1
Meubles et accessoires	56,1	90,8	61,9	20,9	23,5
TOTAL: 10 principaux produits	5 512,1	6 548,6	18,8	31,4	27,7
25 principaux produits	7 679,2	8 989,1	17,1	25,4	22,0
Tous les produits	11 013,5	12 756,4	15,8	16,8	15,3

SOURCES: BSQ, Exportations du Canada chargées au Québec par marchandises, données mensuelles 1983 (révisées), 1984.

Direction de la politique commerciale, Direction générale de l'analyse et de la stratégie, ministère du Commerce extérieur.

TABLEAU 4

STRUCTURE DES IMPORTATIONS DÉDOUANÉES AU QUÉBEC

SECTIONS DE LA CMCC*	9ers mois 1983	9ers mois 1984	Variation 9ers mois 1984/1983	Importance relative 9ers mois 1983	Importance relative 9ers mois 1984	Rapport Québec/Canada 9ers mois 1983	Rapport Québec/Canada 9ers mois 1984
	000'000 $			%			
Animaux vivants	6,3	7,1	12,6	0,1	0,1	6,3	9,8
Aliments, provendes, boissons et tabac	840,4	1 019,3	21,3	7,6	7,1	23,5	24,0
Matières brutes non comestibles	1 851,4	2 080,8	12,4	16,7	14,6	36,6	33,8
Matières travaillées non comestibles	2 180,9	2 851,4	30,7	19,7	20,0	21,5	22,4
Produits finis non comestibles	6 064,2	8 060,6	32,9	54,7	56,5	17,3	16,9
Transactions commerciales spéciales	138,9	243,7	75,4	1,2	1,7	19,1	23,1
TOTAL	11 082,1	14 263,1	28,7	100,0	100,0	20,3	19,8

* CMCC: Classification des marchandises pour le commerce canadien

SOURCES: BSQ, Importations du Canada dédouanées au Québec par marchandises, données mensuelles 1983 (révisées) 1984
Direction de la politique commerciale, Direction générale de l'analyse et de la stratégie, ministère du Commerce extérieur.

TABLEAU 5

ORIGINE DES IMPORTATIONS DÉDOUANÉES AU QUÉBEC

PAYS	9ers mois		Variation	Rapport Québec/Canada	
	1983	1984	9ers mois 1984 / 1983	9ers mois 1983	1984
	000'000$		%		
États-Unis	5 604,4	7 200,2	28,5	14,3	14,0
Japon	605,7	790,9	30,6	19,7	18,4
Allemagne (RFA)	413,2	621,0	50,3	37,1	38,4
Royaume-Uni	329,2	523,8	59,1	25,7	30,7
France	331,0	503,1	52,0	54,4	54,8
Vénézuéla	476,3	463,6	- 2,7	60,7	52,1
Taïwan	256,3	341,7	33,3	37,0	36,3
Italie	235,7	325,6	38,1	40,0	38,7
Corée-du-Sud	227,5	297,3	30,7	39,0	33,7
Hong-Kong	227,4	287,9	26,6	37,8	37,3
CEE	1 545,7	2 253,0	45,8	36,4	37,8
TOTAL: 10 principaux pays	8 706,7	11 355,1	30,4	17,9	17,6
Tous les pays	11 082,1	14 263,1	28,7	20,3	19,8

SOURCES: B.S.Q., Importations du Canada dédouanées au Québec par pays, données mensuelles 1983 (révisées), 1984.

Direction de l'analyse des marchés, Direction générale de l'analyse et de la stratégie, Ministère du Commerce extérieur.

TABLEAU 6

IMPORTATIONS DÉDOUANÉES AU QUÉBEC
SELON LES 25 PRINCIPAUX PRODUITS

PRODUITS	9ers mois 1983	9ers mois 1984	Variation 9ers mois 1984/1983	Rapport Québec/Canada 1983	Rapport Québec/Canada 1984
	000'000 $		%		
Automobiles et châssis	1 169,3	1 569,5	34,2	26,9	26,7
Autres substances bitumineuses brutes	1 246,5	1 367,8	9,7	55,4	52,5
Pièces et accessoires d'aut.véh.	418,6	530,1	26,6	6,3	5,3
Tubes élect. et semi-conducteurs	255,4	496,3	94,3	43,8	46,0
Vêtements de dessus non tricotés	313,7	422,2	34,6	62,4	61,5
Moteurs d'avions et pièces	227,0	319,4	40,7	65,5	69,4
Machines et matériel de bureau	232,6	268,1	15,3	10,6	8,5
Vêtements de dessus tricotés	186,3	255,5	37,1	59,6	60,8
Avions entiers avec moteurs	163,1	236,7	45,1	24,3	33,7
Minerais conc. et déch. d'alum.	154,9	201,3	29,9	53,7	54,3
Assembl., équip. et pces d'avions	137,8	200,0	45,1	34,1	37,2
Téléviseurs, radios et phonographes	123,5	180,6	46,2	29,0	29,0
Mazout	37,4	154,1	312,0	16,1	26,3
Café	119,6	150,0	25,4	40,5	42,8
Moteurs de véh. aut. et pièces	115,7	147,6	27,6	7,8	6,6
Autres tissus larges	111,3	139,9	25,7	59,4	58,6
Mat. commercial de télécom.	98,8	136,5	38,2	11,7	12,4
Fruits et baies frais ou réfrigérés	119,4	128,8	7,9	22,4	21,7
Mat. électronique et équip. connexe	92,0	122,9	33,6	18,3	18,4
Aluminium et alliages	49,9	120,2	140,9	16,1	21,8
Machines à forer pour mines, pétrole et gaz	66,3	110,4	66,5	8,7	11,7
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	104,4	104,9	0,5	18,7	16,6
Autres machines indust.spéciales	57,0	97,6	71,2	15,9	20,8
Filés et fils, fibres artificielles	98,8	97,0	-1,8	66,7	62,7
Bottes et souliers	70,0	89,1	27,3	40,2	40,7
TOTAL: 10 principaux produits	4 367,4	5 666,9	29,7	25,5	22,4
25 principaux produits	5 769,3	7 646,5	32,5	19,6	21,7
tous les produits	11 082,1	14 263,1	28,7	20,3	19,7

SOURCES: Bureau de la Statistique du Québec «Importations dédouanées au Québec», 9ers mois 1983 et 9ers mois 1984

Direction de l'analyse des marchés, Direction générale de l'analyse et de la stratégie, Ministère du Commerce extérieur.

TABLEAU 7

DESTINATION DES EXPÉDITIONS DES MANUFACTURIERS EXPORTATEURS DU QUÉBEC

DESTINATION	1978	1979	1980	1981	1982
	' 000 $	' 000 $	' 000 $	' 000 $	' 000 $
Québec	12 862 636	15 829 767	17 889 640	19 593 442	18 433 498
Reste du Canada	8 628 842	10 798 087	11 949 534	13 737 913	12 216 695
Prov. Atlantiques	1 005 764	1 299 903	1 340 938	1 582 347	1 632 307
Ontario	5 555 926	6 755 075	7 610 974	8 700 757	7 652 228
Prov. de l'Ouest et territoires	2 067 152	2 743 109	2 997 622	3 454 809	2 932 160
TOTAL CANADIEN	21 491 478	26 627 854	29 839 174	33 331 355	30 650 193
États-Unis	4 242 761	5 612 675	5 695 029	6 295 627	6 457 046
Marché Commun	486 367	615 176	826 823	682 792	794 081
Reste de l'Europe	169 403	208 157	435 001	221 763	206 485
Autres pays	924 033	980 285	1 673 827	1 928 590	1 482 671
TOTAL ÉTRANGER	5 822 564	7 416 293	8 630 680	9 128 772	8 940 283
TOTAL GÉNÉRAL	27 314 042	34 044 147	38 469 854	42 460 127	39 590 476

SOURCE: BSQ, «Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs du Québec, 1978-1982»